



**CONSTRUCTION SUR LA COMMUNE DE VILLERS - BOCAGE D'UNE  
ECOLE DEPARTEMENTALE D'INCENDIE ET DE SECOURS ET D'UN  
CENTRE DE SECOURS DESTINES AU SDIS DE LA SOMME**

**Lot n°16 Pylône**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

Maître d'ouvrage :	<b>Service Départemental Incendie et Secours de la Somme</b> 7, allée du Bicêtre BP 2606 80026 AMIENS Cedex 1
Maître d'œuvre :	<b>Agence L2 ARCHITECTES - LUCET ET LORGEUX</b> 5 Avenue de Tsukuba 14209 HEROUVILLE SAINT-CLAIR
Contrôleur technique :	<b>APAVE</b> 29 rue de la Croix de Pierre 80084 AMIENS Cedex 2
Coordinateur SPS :	<b>VERITAS</b> Bâtiment les Pins Village Oasis Dury 8044 AMIENS

Amiens, le : **10 JUIN 2013**

**Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Départemental,**

**Colonel Marc DEHEDIN**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION- DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 - Objet du marché – Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent chacun des marchés relatifs à la construction sur la commune de Villers-Bocage d'une école départementale d'incendie et de secours et d'un centre de secours destinés au SDIS de la Somme.  
Lieu d'exécution : Villers-Bocage (80 )

Surface du terrain : 26 251 m2 - Surface SHON bâtie 3 086 m2 -  
Aires extérieures (hors espaces verts) : 6 620 m2 -

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (DCE).

**La présente consultation, passée conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics a pour objet la relance du «Lot 16 Pylône » suite à une résiliation de marché.**

### 1.2 - Décomposition des lots

Les travaux divisés en 18 lots seront traités en marchés séparés, à savoir :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
01	Gros œuvre
02	Dallages
03	Charpente lamellé collé -ossature bois isolée
04	Bardage
05	Couverture étanchéité
06	Menuiseries extérieures Aluminium
07	Métallerie
08	Portes sectionnelles
09	Menuiseries intérieures- Isolation cloisons doublage
10	Plafonds
11	Revêtements de sols- Carrelage
12	Peintures- Revêtements de sols souples
13	Tribunes
14 A	Electricité courants forts
14 B	Electricité courants faibles
15 A	Chauffage-Ventilation-Climatisation
15 B	Plomberie sanitaire
<b>16</b>	<b>Pylône</b>
17	VRD
18	Ciôtures-Espaces verts

Ce lot n°16 « Pylône » est défini au Cahier des Clauses Techniques Particulières (DCE).

**VARIANTES : Il est précisé que la proposition de variantes est interdite.**

### **1.3 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Cabinet L2 ARCHITECTES**  
**5 Avenue de Tsukuba**  
**14209 HEROUVILLE SAINT-CLAIR**

Le groupement de maîtrise d'œuvre est composé de la manière suivante :

- **Cabinet L2 ARCHITECTES LUCET-LORGEUX , Mandataire du groupement**
- **Groupe SECHAUD-BOSSUYT , Bureau études techniques, - cotraitant**
- **Cabinet AUVRAY-DUBAILLAY, Economiste de construction, cotraitant**

La mission du maître d'œuvre est une mission de base, complétée d'une mission OPC

### **1.3 bis - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par la Maîtrise d'œuvre.

### **1.4 - Contrôle technique**

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

**APAVE**  
**29 rue de la Croix de pierre**  
**80084 AMIENS Cedex 2**

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- mission de type L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- mission S relative à la sécurité des personnes
- mission P1 relative à la solidité des éléments dissociables
- mission F relative au fonctionnement des installations
- mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments
- mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- mission Hand relative à l'accessibilité des constructions
- mission PV relative au recollement des procès verbaux d'essais de fonctionnement des équipements et à leur examen avant la réception des travaux.
- RT 2005 : Assistance technique au Maître d'œuvre au niveau de la conception pour le respect de la RT 2005.

### **1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

**BUREAU VERITAS**  
**Village Oasis - Dury**  
**Bâtiment les Pins**  
**80044 AMIENS**

## **1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions de l'article 47.1 du CCAG Travaux sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

## **ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (A.E.).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).
- Le devis à établir par le soumissionnaire.
- Un **mémoire technique** présentant :
  - Le mode opératoire des différentes phases d'intervention de ce lot.
  - Les moyens humains et techniques mis à disposition pour chacune des phases inhérentes à ce lot
  - Délais d'exécution des différentes phases d'intervention du lot..

### **2.2 Pièces générales :**

- Le Code des Marchés Publics.
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

## **ARTICLE 3 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE QUANT AUX CAPACITES DU SOUMISSIONNAIRE**

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière, dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;
- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées (s) à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principaux travaux effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :

[http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches\\_publics/formulaires/index.htm](http://www.minefe.gouv.fr/themes/marches_publics/formulaires/index.htm)

#### **ARTICLE 4 : PRESENTATION DES OFFRES**

Les offres seront entièrement rédigées en langue française.

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire : Euro. L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion. Il peut également lui-même procéder à une conversion, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage.

Le candidat, s'il présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle souhaitée par l'administration, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par l'administration peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point final du marché, si les parties n'étaient pas parvenues à trouver un accord sur ce point.

##### **4.1 - Documents à produire**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Les pièces énumérées à l'article 3 « justificatifs à produire » du présent document,
- L'acte d'engagement (A.E.) **complété, paraphé, daté et signé**,
- Le devis à établir par le soumissionnaire,
- Un mémoire technique à établir par le soumissionnaire et présentant :
  - Le mode opératoire des différentes phases d'intervention de ce lot.
  - Les moyens humains et techniques mis à disposition pour chacune des phases inhérentes au lot.
  - Délais d'exécution des différentes phases d'intervention du lot.
- Une déclaration du candidat attestant accepter sans réserves le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et l'ensemble des pièces techniques et graphiques.

##### **4.2 - Conditions d'envoi ou de remise des offres**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté et précisent les éléments suivants sur l'enveloppe extérieure :

**CONSTRUCTION SUR LA COMMUNE DE VILLERS-BOCAGE D'UNE ECOLE  
DEPARTEMENTALE D'INCENDIE ET DE SECOURS ET D'UN CENTRE DE SECOURS  
DESTINES AU SDIS DE LA SOMME**

**Lot n°16 Pylône**

**PROCEDURE ADAPTEE**

**Ne pas ouvrir**

SDIS DE LA SOMME – Service Infrastructures  
7 Allée du Bicêtre - B.P. 2606 -  
80026 AMIENS Cedex 1

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception,
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé

**MD**

## **ARTICLE 5 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

La date et l'heure limites de réception des offres sont fixées au **1<sup>er</sup> juillet 2013 à 12 h 00**.

## **ARTICLE 6 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7 : DUREE D'EXECUTION**

Le délai global d'exécution de l'opération est fixé à 15 mois y compris congés payés, non compris intempéries. Le soumissionnaire proposera le délai de réalisation propre à ce lot.

## **ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS**

Les renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus auprès du Groupement Juridique et Financier – Service Juridique - Mme Marie-Claude HERNANDORENA Tél : 03.64.46.16.62.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de l'Agence L2 ARCHITECTES - LUCET et LORGEUX, 5 Avenue de Tsukuba - 14209 HEROUVILLE SAINT-CLAIR, Tél : 02.31.46.24.62

## **ARTICLE 9 : MODALITES D'OBTENTION DES DOSSIERS**

Les dossiers peuvent être obtenus auprès du SDIS de la Somme, Services Infrastructures, 7, Allée du Bicêtre BP 2606, 80026 AMIENS CEDEX 1 – Tél : 03.64.46.16.12

Le dossier est également téléchargeable à l'adresse URL suivante :

[www.sdis80.fr](http://www.sdis80.fr)

## **ARTICLE 10 : CRITERE DE CHOIX**

1°) **Valeur technique** : **40%** (jugée sur le mémoire technique remis par le soumissionnaire décrivant les éléments suivants :

- *Le mode opératoire des différentes phases d'intervention du lot* : **20%**
- *Les moyens humains et techniques mis à disposition pour chacune des phases inhérentes au lot* : **20%**

2°) **Prix des prestations** : **40%**

3°) **Délais d'exécution des différents phases d'intervention du lot** : **20%**

## **ARTICLE 11 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES**

### **11.1 - Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

## **11.2 - Tranches conditionnelles**

Sans objet.

## **11.3 – Nettoyage du chantier**

- chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- chaque titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux décharges publiques ;
- chaque titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;
- Le titulaire du lot gros oeuvre a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur.

En cas de non respect de ces exigences, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

## **11.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

### 11.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au présent C.C.A.P.
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent C.C.A.P.

### 11.4.2 - Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet.

### 11.4.3 - Caractéristique des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 11.4.4 - Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux et selon le modèle qui sera fourni à l'entreprise au début des travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les projets de décomptes devront être établis en 5 exemplaires et libellés au nom du pouvoir adjudicateur : S.D.I.S. DE LA SOMME.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

#### 11.4.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

### **11.5 - Variation dans les prix**

#### 11.5.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

#### 11.5.2 - Modalités des variations des prix

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = 0,125 + 0,875 (In/Io)$$

dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n.

#### 11.5.3 - Choix des index de référence

Les index de référence I, sont les suivants :

<i>Index</i>	<i>Libellé</i>
BT01	Tous corps d'état
BT02	Terrassements
BT03	Maçonnerie et canalisation en béton
BT06	Béton armé génie civil
BT 09	Carrelage et revêtement céramique
BT10	Revêtements en plastiques
BT16a	Charpente en bois résineux
BT18a	Menuiserie bois et sa quincaillerie intérieure y compris cloisons et parquets
BT38	Plomberie sanitaire (y compris appareils)
BT40	Chauffage central (sauf chauffage électrique)
<b>BT42</b>	<b>Menuiserie en acier et serrurerie</b>
BT43	Menuiserie en alliage d'aluminium
BT46	Peinture, tenture, revêtements muraux
BT47	Electricité
TP01	Index général tous travaux
EV1	Travaux de végétalisation

appliqués aux prix :

Lot	Index	Prix concernés
01	20,00% X BT03 + 80,00% X BT06	Tous les prix
02	BT06	Tous les prix
03	BT16a	Tous les prix
04	BT49	Tous les prix
05	BT49	Tous les prix
06	BT43	Tous les prix
07	BT42	Tous les prix
08	BT42	Tous les prix
09	BT18a	Tous les prix
10	BT01	Tous les prix



Lot	Index	Prix concernés
11	BT09	Tous les prix
12	10,00% X BT10 + 90,00% X BT46	Tous les prix
13	BT01	Tous les prix
14 A	BT47	Tous les prix
14 B	BT47	Tous les prix
15 A	BT40	Tous les prix
15 B	BT38	Tous les prix
<b>16</b>	<b>BT42</b>	<b>Tous les prix</b>
17	TP01	Tous les prix
18	EV1	Tous les prix

#### 11.5.4 - Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

#### 11.5.5 - Variations des frais de coordination

Sans objet.

### **11.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

#### 11.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précisera tous les éléments édictés à l'article 114 du Code des marchés publics et indiquera en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

#### 11.6.2 - Modalités de paiement direct

- En cas de cotraitance : La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.
- En cas de sous-traitance du marché:
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

- ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

### **12.1- Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement. **Cependant le soumissionnaire proposera le délai de réalisation propre au lot dans le mémoire technique ainsi que dans l'acte d'engagement.**

#### 12.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### 12.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'oeuvre après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Pour chacun des marchés le délai de six mois prévu à l'article 46.2 du C.C.A.G.-Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

E) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au D), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

### **12.2- Prolongation du délai d'exécution propre aux différents lots**

En vue de l'application éventuelle du 1er alinéa de l'article 19.2.3. du C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à **10 jours**.

En vue de l'application éventuelle du 2<sup>ème</sup> de l'article 19.2.3. du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
Pluie	15 mm, en moins d'1 heure - Pendant 4 heures consécutives
Gel	-3°C - Pendant 4 heures consécutives
Vent	> 65 km/h - Pendant 3 heures consécutives
Neige	> 2 cm - Pendant 4 heures consécutives

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Poste automatique d' ABBEVILLE (80)

### **12.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance**

Concernant les pénalités journalières de retard, seules les stipulations de l'article 20.1 du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

En complément aux dispositions de l'article 20 du C.C.A.G., il sera fait application de retenues provisoires en cas de retards constatés par référence aux délais intermédiaires portés sur le calendrier d'exécution des travaux.

Les retenues provisoires s'appliquent à chaque délai intermédiaire porté sur le calendrier contractuel et sont cumulables.

Le montant de ces retenues est égal à:

- tâche non critique : 300 euros HT par jour calendaire de retard et par tâche du calendrier détaillé d'exécution
- tâche sur le chemin critique : 500 euros HT par jour calendaire de retard et par tâche du calendrier détaillé d'exécution

Le montant des retenues provisoires pourra être appliqué sur simple constat du retard par rapport au calendrier d'exécution ou par rapport aux calendriers détaillés des tâches.

Ces retenues provisoires seront annulées ou remplacées par les pénalités définitives suivant la tenue des objectifs intermédiaires.

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire hors taxe fixée à 200,00 Euros par absence.

#### **• Pénalités pour non remise des contrats de sous-traitance**

L'entrepreneur est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne responsable du marché, lorsque celle-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 150 euros H.T. ; en outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 48 du C.C.A.G.

#### **• Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant**

Aux termes de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, l'entrepreneur est tenu de faire agréer les sous-traitants. S' il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de 150 euros H.T.. En outre, le défaut de communication des documents requis un mois après cette mise en demeure expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 48 du C.C.A.G.

#### **• Non présentation des échantillons**

La non présentation des échantillons entraîne des pénalités de 150 euros H.T. par jour calendaire de retard.

- **Absence de responsable qualifié sur le chantier**

L'entrepreneur encourt par jour calendaire et par infraction constatée une pénalité de 150 euros H.T.

Chaque lot devra présenter :

un chargé d'affaires unique, interlocuteur de la MOE et de l'OPC, qui sera responsable de la coordination et de la synthèse à l'intérieur de son lot. Cet interlocuteur aura le pouvoir de représenter son lot lors des réunions de chantier et d'études ou autres...

un interlocuteur de chantier unique (qui peut être la même personne que le chargé d'affaires s'il est en permanence sur le site) chargé d'appliquer les directives de la MOE et de l'OPC, sur le chantier.

- **Non respect de décision ou d'engagement pris par l'entreprise en réunion de chantier**

Le non respect d'un engagement entraîne des pénalités de 228 euros H.T. par jour calendaire de retard.

- **Non levée des réserves dans les délais impartis : 10 euros H.T. par réserve et jour calendaire de retard.**

- Par dérogation à l'article 34 du CCAG Travaux, si la maîtrise d'oeuvre constate que les voiries avoisinantes au chantier sont endommagées ou excessivement salies du fait des travaux, l'entreprise responsable devra procéder à leur réparation et/ou nettoyage à ses frais, conformément à la note d'organisation de chantier annexée au présent document.

Le non respect de cette obligation dans le délai imparti par la Maîtrise d'oeuvre entraîne l'application de droit d'une pénalité de 750 euros H.T. par jour calendaire

#### **12.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 500,00 Euros par jour de retard.

#### **12.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à 500,00 Euros sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

#### **12.6 - Sécurité et protection de la santé**

En cas de non respect des délais fixés aux articles 15.1 et 15.4.5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500,00 Euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G.-Travaux.

## **ARTICLE 13 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **13.1 - Garantie financière**

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### **13.2 - Avance**

#### **13.2.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

#### **13.2.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **ARTICLE 14 : PROVENANCE - QUALITE - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **14.1 - Provenance des matériaux et produits**

Le Cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

### **14.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **14.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

#### **14.3.1 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier**

Le C.C.A.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G.-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'oeuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par : la Maîtrise d'oeuvre

#### **14.3.2 - Vérifications et surveillance avant livraison sur le chantier des matériaux et produits**

Sans objet.

#### **14.3.3 - Autres essais et vérifications des matériaux et produits**

Sans objet.

### **14.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

## **ARTICLE 15 : PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **15.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution des travaux. **Sa durée est de 15 jours à compter de la date de la notification du marché.**

Il est notamment procédé, au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du C.C.A.G.-Travaux, aux opérations suivantes :

**Par les soins du maître d'oeuvre :**

- élaboration, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 12.1.2 ci-dessus.

**Par les soins du titulaire :**

- Etablissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28-2 du C.C.A.G.-Travaux.
- Exécution des voies et réseaux divers, conformément de la section 7 du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié, relatif à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers.
- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

**Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :**

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

**15.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'oeuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions de l'article 29.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

**15.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

En vertu des articles L.5212-1 et suivants du Code du travail, le titulaire doit employer au minimum 6% de travailleurs handicapés.

**15.4 - Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers**

15.4.1 - Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier

Sans facilité accordée.

15.4.2 - Installations à réaliser par le titulaire

Sans objet.

15.4.3 - Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire

Sans objet.

15.4.4 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

#### 15.4.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

##### **A) Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

##### **B) Autorité du coordonnateur S.P.S.**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

##### **C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

###### *1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.*

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

###### *2- Obligations du titulaire*

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

##### **D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.



#### **E) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

#### **15.5 - Travaux non prévus**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant pris par le pouvoir adjudicateur.

### **ARTICLE 16 : CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX**

#### **16.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

##### 16.1.1 - Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P.

Ces essais et contrôles seront exécutés sur le chantier par la Maîtrise d'oeuvre en ce qui concerne : Se référer au CCTP.

Les dispositions de l'article 24.4 du C.C.A.G.-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en oeuvre sont applicables à ces essais.

##### 16.1.2 - Le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

#### **16.2 – Réception**

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'oeuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Le délai maximal dans lequel le maître d'oeuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

#### **16.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **16.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **16.5 - Documents fournis après réception**

Les plans et autres documents à remettre par le ou les titulaires au maître d'oeuvre comme indiqué à l'article 12.5 ci-dessus seront présentés comme suit :  
Les plans et autres documents à remettre par le ou les titulaires au maître d'oeuvre seront présentés comme suit :  
Les pièces nécessaires à la constitution du DIUO sont remises au CSPS en 6 exemplaires papier au début des OPR.

De façon concomitante, à la réception, il devra être fourni à l'utilisateur, l'ensemble des notices, plans et documents nécessaires à l'exploitation des ouvrages livrés.

Le DOE est remis au maître d'oeuvre sous la forme suivante :

- pièces écrites : regroupées dans des chemises à sangles en 6 exemplaires,
- pièces graphiques : 6 exemplaires en tirages papier et un exemplaire sous forme de fichiers informatiques au format « Pdf ».

Les DOE sont remis au plus tard dans les deux mois qui suivent la date arrêtée pour la réception des travaux.

Chaque document devra obligatoirement comporter un sommaire.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 12.5.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à ce même article 12.5.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

#### **16.6 - Délais de garantie**

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

#### **16.7 - Garanties particulières**

Sans objet.

#### **16.8 - Assurances**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Les titulaires doivent justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.

- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Toute surprime appliquée par les assureurs du Maître d'ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge de l'entrepreneur, lequel s'engage à la régler au maître d'ouvrage dès que la notification lui en est fait par ce dernier.

En outre, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants si l'ouvrage objet du marché nécessite des garanties plus élevées ou plus étendues.

Faute par les entrepreneurs ou les sous-traitants de justifier des assurances auxquelles ils sont tenus, et du paiement régulier des primes sur simple notification du maître de l'ouvrage à tout moment de l'exécution des ouvrages : leur marché sera résilié de plein droit à leurs torts exclusifs.

#### **16.9 - Résiliation du marché**

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 46 à 48 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 49 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5, 7 et 8 du code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

#### **ARTICLE 17 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 12.3 déroge à l'article 34 du CCAG Travaux

L'article 12.6 déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 13.2.1 déroge à l'article 11.4 du C.C.A.G. Travaux

L'article 16.2 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. Travaux